



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Caisse régionale  
Île-de-France

# CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE

17/19 Avenue de Flandre – 75954 PARIS CEDEX 19

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

---

### PRESTATIONS D'ASSISTANCE AU RECRUTEMENT DE SALARIES CADRES ET EMPLOYES DE LA CRAMIF

P014/2025

---

Marché public de services

Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Identification de l'acheteur public .....	4
Article 1 : Objet du marché public .....	4
Article 2 : Etendue de la consultation .....	4
2.1 – Procédure de passation .....	4
2.2- Nature .....	4
2.3 – Forme .....	4
2.4 – Attributaire .....	4
Article 3 : Décomposition du marché public .....	4
3.1 - Allotissement.....	4
3.2 – Techniques particulières d'achat .....	5
Article 4 : PIECES CONTRACTUELLES .....	6
4.1 - Pièces contractuelles .....	6
4.2 - Pièces à remettre au Titulaire .....	6
Article 5 : Dispositions Générales .....	7
5.1 - Représentation du Titulaire .....	7
5.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	7
5.3 - Protection de l'environnement, sécurité et santé .....	7
5.4 - Réparation des dommages .....	7
5.5 – Obligations fiscales et sociales.....	7
5.6 - Autres obligations .....	7
5.6.1 – Obligation générale de conseil .....	7
5.6.2 - Obligations relatives à la cotraitance.....	8
5.6.3 - Obligations relatives à la sous-traitance .....	8
5.6.4 - Confidentialité et sécurité .....	8
5.6.5 - Hygiène et sécurité.....	8
5.6.6 – Clause de non-sollicitation d'un agent.....	8
5.6.6 - Prestations similaires .....	8
5.6.7 – Exclusivité.....	9
Article 6 : Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations .....	9
6.1 - Durée du contrat et début du délai d'exécution .....	9
6.1.1 - Durée du contrat .....	9
6.1.2 - Délais d'exécution (début – expiration) .....	9
6.2 – Prolongation du délai d'exécution .....	9
Article 7 : Pénalités – réalisation anticipée .....	10
7.1 Pénalités pour retard dans la remise des compte-rendu .....	10
7.2 – Pénalités pour manquement à la règlementation relative au travail dissimulé....	10
7.3 – Pénalité pour départ du candidat recruté .....	10
7.4 – Pénalités pour défaillance du prestataire.....	10
7.5 – Prime pour réalisation anticipée des prestations .....	10
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	11
8.1 - Modalités d'émission des bons de commande .....	11
8.2 – Recours à un autre prestataire .....	11
Article 9 : Prix.....	11
9.1 - Contenu des prix.....	11
9.2 – Forme des prix .....	12
9.3 – Détermination des prix.....	12
9.4 - Variation des prix.....	12
Article 10 : Exécution financière .....	12
10.1 – Avances, acomptes et régime des paiements .....	12
10.1.1 – Avances .....	12
10.1.2 – Acomptes.....	12
10.1.3 – Régime des paiements.....	13
10.2 – Retenue de garantie.....	15
Article 11 : Exécution des prestations .....	15
11.1 – Lieux d'exécution.....	15

Article 12 : Constatation de l'exécution des prestations – GARANTIE.....	15
12.2 – Déroulement des opérations de vérification .....	15
12.3 - Vérifications quantitatives et qualitatives.....	15
12.4 – Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	16
12.4.1 – Admission .....	16
12.4.2 – Ajournement .....	16
12.4.3 – Réfaction .....	16
12.4.4 – Rejet .....	16
Article 13 : Modification du marché public.....	16
Article 14 : Résiliation .....	166
Article 15 : Règlement amiable des différends .....	17
Article 16 : Langue et unité monétaire .....	17
Article 17 : Dérogations aux documents généraux .....	177

## IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Le présent marché public est conclu par la CRAMIF, en qualité de pouvoir adjudicateur, ci-après dénommée « l'Acheteur ».

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet la réalisation de prestations de service d'assistance au recrutement de différentes catégories de personnel (cadres et employés), pour le compte de la CRAMIF.

Pour plus de détails, se référer au CCTP.

Lieu d'exécution : Ile-de-France

## ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 2.1 – Procédure de passation

Le présent marché est conclu selon une **procédure adaptée** conformément à l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique inférieure aux seuils européens publiés au JORF (fixé, au moment de la publication de la présente consultation à 143 000 € HT pour les marchés de fournitures courantes et de service).

### 2.2- Nature

Le présent marché public est qualifié de **marché public de services** régi par le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de services (CCAG-FCS) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

### 2.3 – Forme

Les prestations donneront lieu à un accord-cadre dans les conditions précisées à l'article 8 du présent cahier des clauses administratives particulières.

### 2.4 – Attributaire

Le présent marché public est conclu avec un (1) attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la commande publique.

## ARTICLE 3 : DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

### 3.1 - Allotissement

Lors de la consultation, le marché public a fait l'objet d'un allotissement selon les modalités de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique

Lot	Description
Lot n°1 - Postes d'encadrement et d'expertise technique	<u>Cibles métiers :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Managers Opérationnels &amp; Stratégiques</li> <li>- Métier à expertise technique (statut cadre), par exemple : Statisticien, Juristes, ...</li> </ul>
Lot n°2 - Postes à enjeux spécifiques : Assistant Service Social	<u>Cibles métiers :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistant Service Social</li> </ul>
Lot n°3 - Postes à enjeux spécifiques Contrôleur Sécurité	<u>Cibles métiers :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôleur de Sécurité (AT/MP)</li> </ul>
Lot n°4 - Gestionnaires prestations assurance maladie / risques professionnels	<u>Cibles métiers :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Technicien Prestations (Invalidité, Amiante, Appareillage)</li> <li>- Technicien Tarification des Risques Professionnels (AT/MP)</li> </ul>
Lot n°5 - Métiers de l'Informatique (IT)	<u>Cibles métiers :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de Projets Informatique</li> <li>- Expert en développement Informatique</li> <li>- Administrateur Système</li> <li>- Administrateur Réseaux Telecom</li> </ul>

Il était possible pour les soumissionnaires de présenter une offre pour chacun des lots et de se voir attribuer un (1) ou plusieurs lots.

Les spécifications techniques sont détaillées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **3.2 – Techniques particulières d'achat**

• **Accord-cadre :**

Le présent marché public constitue un accord cadre en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-2 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

☒ L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de **bons de commande** dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 et précisées ci-dessous.

L'accord-cadre est conclu dans les limites suivantes :

☒ avec seulement un maximum, précisé ci-après :

Lots	Montant maximum €HT
<b>Lot n°1</b> - Postes d'encadrement et d'expertise technique	30 000 €HT
<b>Lot n°2</b> - Postes à enjeux spécifiques : Assistant Service Social	30 000 €HT
<b>Lot n°3</b> - Postes à enjeux spécifiques Contrôleur Sécurité	30 000 €HT
<b>Lot n°4</b> - Gestionnaires prestations assurance maladie / risques professionnels	34 000 €HT

<b>Lot n°5 - Métiers de l'Informatique (IT)</b>	<b>18 000 €HT</b>
---	-------------------

Si le montant maximum des commandes est atteint (ou qu'il n'est plus possible d'effectuer des commandes, le montant restant à engager sur l'accord-cadre étant trop faible) avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ou de l'une de ses reconductions, le pouvoir adjudicateur pourra, le cas échéant, notifier au titulaire concerné, une reconduction anticipée de l'accord-cadre.

**Aucune valeur minimale de commande ne pourra être exigée par le titulaire du marché.**

Les modalités d'exécution du présent accord-cadre figurent à l'article 8 du présent CCAP.

## **ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES**

### **4.1 - Pièces contractuelles**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché public est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement (AE) (***La signature de l'Acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces du contrat***) et son annexe :
  - a. Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU)
2. Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021\*\* ;
5. L'offre technique du titulaire\* ;
6. Les avenants éventuels ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance ;

Les exemplaires des documents particuliers composant le marché public, également désigné ci-après sous le terme « contrat », détenus par la CRAMIF, font seul foi\*.

\*Aucune condition générale ou particulière figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent contrat. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

\*\*S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. L'entrepreneur titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles

### **4.2 - Pièces à remettre au Titulaire**

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par la CRAMIF au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du contrat, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, l'Acheteur remet également au titulaire, à sa demande (expresse) et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

## **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **5.1 - Représentation du Titulaire**

Application de l'article 3.4 du CCAG-FCS.

### **5.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Application de l'article 6 du CCAG-FCS.

### **5.3 - Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Application de l'article 7 du CCAG-FCS.

### **5.4 - Réparation des dommages**

Application de l'article 8 du CCAG-FCS.

### **5.5 – Obligations fiscales et sociales**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à la CRAMIF, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre ou du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Par ailleurs, les pièces suivantes devront être également transmises :

- Attestation de régularité fiscale
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Attestation d'assurance en cours de validité

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Faute de produire les documents précités, l'accord cadre et/ou le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

### **5.6 - Autres obligations**

#### **5.6.1 – Obligation générale de conseil**

Considérant la qualité de professionnel du Titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent marché public, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis, et de conseil vis à vis de l'Acheteur.

Le Titulaire doit notamment prêter son concours à la CRAMIF, dans le cadre des obligations du présent marché public et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent marché public notamment en lui apportant les

informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

#### **5.6.2 - Obligations relatives à la cotraitance**

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-FCS.

#### **5.6.3 - Obligations relatives à la sous-traitance**

Application de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-FCS.

#### **5.6.4 - Confidentialité et sécurité**

##### **a) Obligation de confidentialité**

Application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

##### **b) Protection des données à caractère personnel**

Application de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

##### **c) Mesures de sécurité**

Application de l'article 5.3 du CCAG-FCS.

#### **5.6.5 - Hygiène et sécurité**

Le Titulaire est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant son personnel. Il est tenu d'exploiter le service en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur régissant les conditions de travail des salariés et notamment les divers codes et règlements de la protection et de l'hygiène du travail, ainsi que les règles d'usage de la profession.

Le personnel doit avoir une conduite conforme à sa mission, qui implique notamment la courtoisie à l'égard d'autrui. La CRAMIF peut demander un rappel à l'ordre et, à défaut d'amélioration constatée dans le mois suivant, exiger le remplacement de tout agent dont le comportement est un obstacle au bon fonctionnement du service.

#### **5.6.6 – Clause de non-sollicitation d'un agent**

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à ne pas démarcher de salarié de la CRAMIF.

La présente clause vaudra, quelle que soit la fonction du salarié en cause.

Elle déroulera ses effets pendant toute la durée du contrat et durant l'année suivant sa rupture, quelle que soit l'origine de celle-ci.

#### **5.6.6 - Prestations similaires**

La CRAMIF se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R. 2122-7 du Code de la

commande publique pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

#### **5.6.7 – Exclusivité**

Les titulaires disposent d'un droit d'exclusivité sur les prestations objet du marché.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer des commandes hors marché, auprès du prestataire de son choix, dans les cas suivants :

- Recrutements en direct dans le cas d'une embauche classique par le pouvoir adjudicateur ;
- Impossibilité pour le titulaire de répondre à une commande notamment en cas de période annuelle de fermeture ;
- Impossibilité pour le titulaire de réaliser les prestations demandées dans les délais impartis.

### **ARTICLE 6 : DUREE DU CONTRAT - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **6.1 - Durée du contrat et début du délai d'exécution**

##### **6.1.1 - Durée du contrat**

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification.

Il n'est pas prévu de reconduction. La date de fin du marché est fixée au 31/12/2025.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

##### **6.1.2 - Délais d'exécution (début – expiration)**

Application des articles 13.1 et 13.2 du CCAG-FCS.

Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés par le titulaire dans son offre et indiqué à l'acte d'engagement. Les délais d'exécution courent à compter de la date de notification desdits bons de commande.

#### **6.2 – Prolongation du délai d'exécution**

Application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 7 : PENALITES – REALISATION ANTICIPEE**

Si le titulaire ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités pourront lui être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers.

Toutes les pénalités ou réfaction citées ci-dessous, seront appliquées sur la facture du mois suivant leur constat. Elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Si la pénalité trouve à s'appliquer en dehors de la période contractuelle prévue à l'article 2 du présent acte d'engagement, le prestataire s'engage à l'honorer

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 €HT pour l'ensemble du marché.

**L'ensemble des pénalités est cumulable.**

### **7.1 Pénalités pour retard dans la remise des compte-rendu**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sur simple constat d'un agent de la CRAMIF, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard.

### **7.2 – Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité de 10 % du montant HT du contrat, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

### **7.3 – Pénalité pour départ du candidat recruté**

En cas de départ du candidat recruté avant la fin de sa période d'essai, le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT.

Néanmoins, si le titulaire présente un nouveau candidat qualifié dans un délai d'un mois, il sera exempté de la pénalité, à condition que le processus de recrutement du nouveau candidat parvienne jusqu'à son terme.

Le délai d'un mois court à compter de l'information du titulaire par la CRAMIF du départ du candidat recruté.

Cette pénalité ne s'applique pas lorsque le poste a été supprimé ou lorsque les conditions d'emploi ont été modifiées de manière substantielle.

### **7.4 – Pénalités pour défaillance du prestataire**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, sur simple constat d'un agent de la CRAMIF:

- Pénalité pour absence de réponse aux demandes de recrutement : pénalité forfaitaire de 150 euros HT en l'absence de trois (3) réponses consécutives aux sollicitations de la CRAMIF.

### **7.5 – Prime pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Comme indiqué à l'article 3.2 du présent CCAP, le présent marché public constitue un accord-cadre dont les modalités d'exécution sont les suivantes :

☒ **Accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique**

### **8.1 - Modalités d'émission des bons de commande**

Les bons commande, établis suivants les stipulations contractuelles telles qu'issues de l'ensemble des pièces contractuelles du présent accord-cadre, interviendront au fur et à mesure de la survenance des besoins de la CRAMIF.

(Article R. 2162-13 du Code de la commande publique) *Les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.*

(Article R. 2162-14 du Code de la commande publique) *L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.*

Les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

### **8.2 – Recours à un autre prestataire**

Si, et seulement si le titulaire du présent marché public est dans l'impossibilité de fournir les prestations commandées par bons de commande, celui-ci délivrera une attestation de non-fourniture. La CRAMIF sera alors en droit de recourir à un autre prestataire pour l'acquisition de ces fournitures.

## ARTICLE 9 : PRIX

### **9.1 - Contenu des prix**

Application de l'article 10 du CCAG-FCS.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du marché public (livraison incluse ; les prix s'entendent franco de port).

- ***Variation des taxes fiscales***

En cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

## **9.2 – Forme des prix**

Les prix du marché public sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé(e) à l'acte d'engagement.

## **9.3 – Détermination des prix**

Les prix du marché publics sont déterminés par application des prix unitaires tels qu'issus du bordereau des prix unitaires annexé(e) à l'acte d'engagement aux quantités de fournitures réellement livrées.

## **9.4 - Variation des prix**

Les bons de commande seront conclus à prix définitifs et fermes durant leur période d'exécution.

# **ARTICLE 10 : EXECUTION FINANCIERE**

## **10.1 – Avances, acomptes et régime des paiements**

### **10.1.1 – Avances**

Le cas échéant, une avance sera accordée en application des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique et de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

(Article R. 2191-16 du Code de la commande publique) « Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues à la sous-section 1.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65% est atteint.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. »

Le montant de l'avance est fixé à 30 %.

### **10.1.2 – Acomptes**

Les prestations objet du présent marché public seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et conformément aux articles L. 2191-4 et R. 2191-20 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que celles du CCAG-FCS et son article 11.2.

Plus spécifiquement, les prestations seront réglées de la manière suivante :

<b>Lot</b>	<b>Description</b>
Lot n°1 - Postes d'encadrement et d'expertise technique	Païement en 3 temps : <ul style="list-style-type: none"><li>- A la recherche</li><li>- A la présentation d'un premier candidat validé RH</li><li>- A la prise de poste du candidat retenu</li></ul>
Lot n°2 - Postes à enjeux spécifiques : Assistant Service Social	Sans acompte. Facturation au succès.
Lot n°3 - Postes à enjeux spécifiques Contrôleur Sécurité	Sans acompte. Facturation au succès.
Lot n°4 - Gestionnaires prestations assurance maladie / risques professionnels	Sans acompte. Facturation au succès.

Lot n°5 - Métiers de l'Informatique (IT)	Paiement en 3 temps : <ul style="list-style-type: none"> <li>- A la recherche</li> <li>- A la présentation d'un premier candidat validé RH</li> <li>- A la prise de poste du candidat retenu</li> </ul>
--	---

### **10.1.3 – Régime des paiements**

Application des articles R. 2191-26 et suivants du Code de la commande publique et des articles 11.2 et 11.3 du CCAG-FCS.

Pour rappel, « *Un règlement partiel définitif est un règlement non susceptible d'être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.*

*A l'exception des marchés de travaux, l'acheteur peut prévoir des règlements partiels définitifs. ».*

- **Contenu de la demande de paiement**

Application des articles 11.5 et 11.6 du CCAG-FCS.

Le titulaire est invité à remettre ses demandes de paiement, selon la périodicité fixée à l'article suivant, au format électronique sur la **plateforme « Chorus pro »**, conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Elles devront comporter les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique :

- « 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures. »

Les prix de règlement tiendront compte des variations éventuelles de la T.V.A., sauf dispositions particulières édictées en vertu de la réglementation générale des prix.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS, les factures non conformes aux prescriptions ci-dessus seront renvoyées au titulaire du marché, interrompant le délai de paiement indiqué à l'article 5.3.3 du présent C.C.A.P.

- ***Remise de la demande de paiement***

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique et se feront à terme échu après admission des prestations et sur présentation des factures, par mandat administratif et par virement sur le compte bancaire du titulaire, mentionné dans l'acte d'engagement. Chaque bon de commande donne lieu à une facture émise après la livraison de la totalité des fournitures commandées. La livraison partielle ne donne pas lieu à facturation, sauf dérogation accordée par la CRAMIF. Dans cette hypothèse, les fournitures réellement livrées pourront donner lieu à facturation. Les reliquats éventuels seront facturés une fois livrés. Une seule facture devra être adressée. Le titulaire devra mentionner en amont si des reliquats sont susceptibles d'être livrés par la suite.

Les factures porteront les indications et les mentions légales prévues à l'article 11.5 du CCAG FCS.

- ***Acceptation de la demande de paiement***

Application de l'article 11.6 du CCAG-FCS.

- ***Paiement pour solde et règlement partiels définitifs***

Conformément à l'article 11.7.1 du CCAG-FCS, la demande de paiement donne lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies, chaque bon de commande faisant l'objet d'une réception, et d'un solde propre (paiement unique à l'issue de l'exécution des prestations).

- ***Délais global de paiement et intérêts moratoires***

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif et par fonds propres.

Conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 susmentionnée et de son décret d'application décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder trente (30) jours.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale

européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Ce retard donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à quarante (40) euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à la CRAMIF et y joindre les justificatifs nécessaires (ex : note d'honoraires d'un avocat, facture d'une entreprise de recouvrement).

- ***Règlement en cas de cotraitance ou sous-traitance***

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et ses sous-traitants
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels

**Cotraitance** : Application de l'article 12.1 du CCAG-FCS et ce conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 susmentionnée et de son décret d'application décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

**Sous-traitance** : Application des articles L. 2193-10 et suivants du Code de la commande publique et 12.2 du CCAG-FCS, et ce conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 susmentionnée et de son décret d'application décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

## **10.2 – Retenue de garantie**

Sans objet.

## **ARTICLE 11 : EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **11.1 – Lieux d'exécution**

Le cas échéant, application de l'article 17 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 12 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE**

### **12.2 – Déroulement des opérations de vérification**

Application de l'article 28 du CCAG-FCS.

### **12.3 - Vérifications quantitatives et qualitatives**

Application des articles 29.1 et 29.2 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

Les prestations seront vérifiées par la Direction des Ressources Humaines ou un représentant habilité.

Les vérifications ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies, les spécifications de l'accord-cadre et les engagements pris par le candidat dans le cadre de réponse technique.

#### **12.4 – Admission, ajournement, réfaction et rejet**

##### **12.4.1 – Admission**

Application de l'article 30.1 du CCAG-FCS.

##### **12.4.2 – Ajournement**

Application de l'article 30.2 du CCAG-FCS.

##### **12.4.3 – Réfaction**

Application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

##### **12.4.4 – Rejet**

Application de l'article 30.4 du CCAG-FCS.

### **ARTICLE 13 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC**

Article L. 2194-1 du Code de la commande publique

« Un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou, lorsqu'il s'agit d'un contrat administratif, par l'acheteur unilatéralement, de telles modifications ne peuvent changer la nature globale du marché. »

### **ARTICLE 14 : RESILIATION**

Les conditions de résiliation applicables au présent contrat seront celles du chapitre 7 du CCAG-FCS.

- ***Résiliation de l'accord-cadre pour insuffisance de concurrence*** : La CRAMIF se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation et sans indemnités dans l'un des cas suivants :
  - Absence de réponse à un ou plusieurs bons de commande dans les conditions inscrites à l'article 8 du présent CCAP.

D'autre part, en application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique, « lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif.

Toutefois, l'acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché au seul motif que l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L. 622-13 du même code. »

Enfin, en application de l'article L. 2195-5 du Code de la commande publique, « lorsqu'un marché n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'acheteur peut le résilier ».

## **ARTICLE 15 : REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS**

Conformément à l'article L.2197-1 du Code de la commande publique, « *les parties à un contrat administratif peuvent recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, dans les conditions fixées par les chapitres Ier et II du titre II du livre IV du code des relations entre le public et l'administration.* ».

En application de l'article 46.1 du CCAG-FCS, « *L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché* ».

En complément de l'article 46 du CCAG-FCS, en cas de litige, seul le Tribunal judiciaire de Paris est compétent en la matière excepté concernant les litiges portant sur le droit d'auteur pour lesquels seul le juge judiciaire est compétent.

## **ARTICLE 16 : LANGUE ET UNITE MONETAIRE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue **française**. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire est l'euro.

## **ARTICLE 17 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS par l'article 7 du CCAP

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS par l'article 7.1 du CCAP

Dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS par l'article 11.8 du CCAP